Mme Clinton a annoncé cette nouvelle à Washington, à l'occasion d'une rencontre organisée pour marquer la Journée internationale « Tolérance Zéro » envers cette pratique, qui affecte entre 100 millions et 140 millions de femmes à travers le monde.

« Ce centre se concentrera sur la recherche de solutions locales et dispensera une formation médicale liée à la prise en charge des femmes meurtries par les MGF, a précisé la secrétaire d'État. Je forme l'espoir que d'autres dans les milieux d'affaires et la communauté internationale se joindront aux États-Unis pour appuyer cette nouvelle initiative très importante et implantée en Afrique, comme il se doit. »

L'excision est pratiquée dans des communautés dispersées en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du sud-est ainsi que parmi certaines communautés d'immigrés qui ont conservé cette coutume après s'être installés dans des pays occidentaux. Rien que cette année, trois millions de fillettes seraient sujettes à cette pratique en Afrique, affirmait récemment Melanne Verveer, ambassadrice itinérante des États-Unis chargée de la condition féminine dans le monde.

L'Organisation mondiale de la santé définit les MGF comme étant « des interventions qui altèrent ou lèsent intentionnellement les organes génitaux externes de la femme pour des raisons non médicales ». Ces interventions peuvent avoir des séquelles à court et à long termes, dans la mesure où elles peuvent provoquer de graves hémorragies, des problèmes urinaires et, par la suite, des kystes, des infections, la stérilité, des complications lors de l'accouchement et un risque accru de décès du nouveau-né.

L'excision « ne présente aucun avantage sur le plan médical. C'est une atteinte aux droits de l'homme, un point c'est tout », a insisté Mme Clinton le 16 février, rejetant les arguments de certains adeptes de cette pratique qui la justifient pour des motifs culturels ou un éventuel lien avec leur interprétation de l'islam. Les premières mutilations génitales féminines auraient été effectuées en Égypte il y a plus de 2.000 ans, et ces pratiques se seraient ensuite répandues dans d'autres régions.

Mme Clinton a attiré l'attention de ses auditeurs sur l'action de l'organisation non

gouvernementale Tostan qui a su faire comprendre à des communautés africaines les conséquences néfastes des MGF et les amener à y renoncer en misant sur le consensus.

Sa fondatrice et directrice exécutive, Molly Melching, note que des centaines de villages en Guinée, en Gambie, en Mauritanie, en Somalie, à Djibouti et en Guinée-Bissau ont depuis désavoué cette pratique.

« Il ne s'agit pas d'adresser des reproches ou de faire honte à qui que ce soit », a-t-elle déclaré le 15 février lors d'une vidéoconférence entre New York et plusieurs endroits en Afrique. Tostan présente, dans la langue locale, les conséquences de l'excision pour la santé. « Ce sont les gens, agissant telle une famille élargie, qui décident d'abandonner cette pratique », a-t-elle ajouté.

Les mutilations persistent, a expliqué Mme Melching, en raison des pressions exercées par la communauté et parce que les parents sont convaincus qu'une fille doit avoir subi cette procédure si elle veut faire un « bon » mariage.

Mmes Melching et Verveer, qui participaient toutes les deux à la réunion du 16 février, ont présenté un dignitaire religieux qui a grandement contribué à changer les mentalités en matière de normes communautaires. L'imam Mohamed Magid, président de l'Islamic Society of North America, a sillonné le Sénégal, prêchant l'abandon de cette coutume, et c'est grâce à lui, estime Mme Melching, que plus de 5.000 villages sénégalais ont fini par rejeter les mutilations génitales féminines.

L'imam est père de cinq filles qui n'ont pas subi d'excision parce qu'il s'y est opposé. Le fait qu'il l'ait dit à ses voisins, à sa famille élargie et à ses amis a exercé « une pression morale » en faveur du rejet de cette coutume. « Je peux vous dire que la jeune génération (. . .) ne le fait plus, dans bien des endroits », a affirmé Mohamed Magid, qui estime que les jeunes parents se sentiront d'autant plus poussés à s'opposer à l'excision qu'ils ont recours aux médias sociaux. « Qu'un jeune couple prenne un engagement en ce sens au Soudan, au Mali et au Sénégal, et on verra cette pratique perdre très rapidement du terrain », a-t-il affirmé.

Un point de vue que partage Mme Melching. « Nous voyons le mouvement prendre de l'ampleur. Une dynamique s'est enclenchée », a-t-elle déclaré.

À cet égard, Mme Clinton a évoqué l'aspect législatif en Afrique. « Le Kenya, a-t-elle indiqué, vient d'interdire purement et simplement les MGF à l'échelle nationale, et c'est le 18e pays africain à agir en ce sens. »

Mme Clinton a exprimé l'espoir que la pratique des MGF serait reléguée au passé en l'espace d'une génération tout au plus.

Source: allAfrica